

[Communiqué de presse](#)

**Énergie et climat : Réponses des candidats aux élections régionales
au questionnaire de PNC-France**

PNC-France a lancé une campagne nationale auprès des candidats aux élections régionales afin qu'ils donnent leur opinion sur les **orientations à retenir pour la préservation du climat et du patrimoine nucléaire français**. La lettre qui accompagnait le questionnaire était co-signée par Bernard Accoyer et Louis Gallois.

PNC France rend publiques les réponses sur son site internet ([cliquer ici](#)) afin que les électeurs en soient informés.

18 listes candidates aux élections dans 10 régions ont répondu : des convictions fortes ou hésitantes voire un silence ambigu.

Le dérèglement climatique est un sujet essentiel et la politique énergétique impacte lourdement les territoires aux plans économique, environnemental et social. Il était donc légitime d'interroger les candidats sur ces sujets. Nous remercions vivement ceux qui ont choisi d'exprimer leur point de vue.

Certains candidats répondent sans ambiguïté aux questions posées, confirmant les positions déjà affichées par ailleurs. C'est le cas des candidats RN et écologistes. A l'inverse, certaines « couleurs politiques » ont préféré ne pas se prononcer ; c'est notamment le cas des coalitions de gauche sauf lorsque la tête de liste est EELV. A noter que la sensibilité pronucléaire du PCF n'a pas pu s'exprimer, n'étant pas tête de liste dans une région. Enfin, l'examen détaillé des réponses des listes à dominante LR ou LREM montre des écarts de position significatifs d'une région à l'autre, avec des commentaires illustrant les divergences sur certains sujets comme sur le rôle de l'éolien (« nous sommes pour mais pas dans notre région »).

Au sujet du lancement de la construction d'EPR, ou de la 4^{ème} génération de réacteur, certains candidats sont conscients de l'urgence et de l'opportunité offerte à notre pays. D'autres sont dubitatifs, sans décrire de solution crédible et vertueuse écologiquement et économiquement alors que la réindustrialisation est urgente en sortie de crise covid. Concernant la gestion des déchets à vie longue, des hésitations subsistent. Au sujet de la « gestion de la concurrence », plusieurs candidats conscients de la pénalité imposée à EDF par les règles actuelles, sont favorables à une renégociation ferme avec la Commission européenne et l'Allemagne pour préserver nos avantages compétitifs.

Beaucoup d'idées reçues subsistant parmi notre personnel politique, PNC France a pour ambition d'apporter à nos décideurs une information objective, rationnelle et validée scientifiquement pour que les décisions prises servent au mieux l'intérêt général.

Quelle interprétation tirer de ce bilan en demi-teinte ? Plusieurs explications sont proposées :

1) Les listes consultées considèrent que le climat et la politique énergétique sont des sujets d'intérêt secondaire et ont choisi de consacrer leur énergie à d'autres dossiers pendant la campagne.

2) Pour éviter de se positionner, et donc risquer de heurter des électeurs potentiels, certains candidats ont prétexté que ces questions ne relèvent pas des Conseils régionaux. C'est oublier que les conséquences économiques, sociales et environnementales des décisions prises impactent lourdement l'échelon régional. Les Collectivités locales seront nécessairement impliquées dans les phases d'instruction des dossiers.

3) Au sein des listes candidates, agglomérant fréquemment des représentants de partis différents, des désaccords existent sur ces questions, rendant délicates les réponses aux questions posées.

4) Les écarts de positionnement de candidats se réclamant du même parti politique (chez LR) peuvent relever de différences dans l'appréciation de l'impact régional des décisions concernées (LR ayant publié son programme énergétique favorable au nucléaire), soit illustrer la confusion qui existe au sein du même parti sur certaines questions (éolien, politique européenne de la concurrence).

5) Enfin, on ne peut exclure que certains candidats n'ont pas répondu parce que le questionnaire ne leur est pas arrivé ou par manque de temps.

Les électeurs de ces dix régions pourront désormais prendre connaissance des positions des candidats sur ces questions. Elles sont parfois très étayées, et débordent le cadre du questionnaire.

En pièce jointe : [Résultat du questionnaire](#) et [lettre d'accompagnement initiale](#).

Nombre de réponses (V2-2)

Région	Nombre de réponses
Auvergne Rhône Alpes	3
Bourgogne Franche-Comté	2
Bretagne	1
Centre Val de Loire	2
Grand Est	1
Hauts de France	2
Île de France	2
Normandie	1
PACA	2
Pays de la Loire	2
Total	18

Pour rappel :

Les régions françaises sont riches d'un patrimoine nucléaire performant, qui leur assure un dynamisme économique envié. L'industrie nucléaire française compte plus de 220 000 emplois, la plupart hautement qualifiés. Le parc nucléaire actuellement en activité fournit plus de 70% des besoins en électricité de la France, une énergie bon marché dont une des qualités est d'être totalement décarbonée, un véritable atout dans le combat contre le dérèglement climatique.

La France, qui maîtrise la totalité de la filière nucléaire a, grâce à son mix électrique, le meilleur bilan carbone des pays de l'OCDE grâce à celle-ci. Les conséquences de la très couteuse fermeture en 2020, de la centrale de Fessenheim, que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) avait jugée apte pour continuer à produire, doivent être éclairantes. Cette fermeture se solde par 6 à 12 millions de tonnes de CO₂ supplémentaires émises chaque année, ainsi qu'un bilan économique et social lourd pour les collectivités du Grand Est.

L'indépendance énergétique, le pouvoir d'achat des ménages, l'emploi et la compétitivité de notre économie dépendent de nos choix énergétiques. Les régions françaises sont au cœur de ces enjeux majeurs en hébergeant un secteur d'excellence sur lequel la France doit rester en mesure de compter dans le monde.

Pour en savoir plus : [PNC-France](#) entend réunir un consensus transpartisan autour de la défense du climat et de la production de l'énergie nucléaire en France. L'Association pour la défense du Patrimoine Nucléaire et du Climat (PNC-France), rassemble des personnalités du monde politique et scientifique, s'appuyant sur son comité de soutien qui compte 2 prix Nobel et sur son collègues d'experts scientifiques spécialisés, qui font autorité, elle défend le patrimoine scientifique, industriel et humain que constitue la filière nucléaire française meilleur moyen de lutter contre le réchauffement climatique.. La mission de PNC-France est d'engager un dialogue avec les élus fondé sur des données factuelles, des prévisions scientifiques partagées et validées et non sur des opinions. L'action de PNC-France ne relève d'aucune idéologie, d'aucun parti politique et n'est soutenue financièrement par aucun groupe d'intérêt industriel ou financier.

Contact presse :

Nicolas Milcent

Tel : 06 40 60 94 91

nicolasmilcent@accoms.eu